



ELECTIONS PRESIDENTIELLES ET LEGISLATIVES

LES GOUVERNEMENTS SE SUCCEDENT LE POUVOIR DE LA BOURGEOISIE DEMEURE

Toutes les luttes historiques ne sont en fait que le reflet plus ou moins net des affrontements de classes conditionnés en dernière analyse par l'évolution de la situation économique de ces classes¹. La détérioration de la situation économique du capitalisme, les difficultés du capital à s'investir productivement² ont conduit la bourgeoisie en France et dans d'autres pays impérialistes à faire porter le fardeau de sa crise au prolétariat et certaines couches petites bourgeoises. L'objectif de la bourgeoisie et de son pouvoir politique est de rétablir une rentabilité du capital la plus élevée possible.

Le nouveau pouvoir politique continuera d'appliquer la même politique de régression sociale que les partis politiques de l'ex alternance PS-LRUMP discrédités aux yeux des travailleurs.

Il était urgent pour la bourgeoisie de trouver une solution de remplacement. En république démocratique bourgeoise les élections au suffrage universel sont un des moyens pour maintenir la domination politique et économique de la bourgeoisie sur le prolétariat.

L'alternance droite-gauche mise à mal, on la jette provisoirement aux orties et on organise une opération de blanchiment du personnel politique : Faire du neuf avec du vieux : telle est la solution Macron avec EN MARCHE, qui conduit à réaliser une nouvelle alliance Gauche droite au sein d'un même

parti pour poursuivre la politique de la bourgeoisie monopoliste !

Tout l'appareil idéologique et politique s'est mobilisé pour faire gagner Macron, des grands médias aux grands patrons du CAC40 et des milieux d'affaires, économiques et financiers.³

L'affaire était entendue, Macron devait être élu et il l'a été. C'est la victoire au sein de la bourgeoisie des partisans du « recyclage » de l'ancien personnel politique discrédité.

Les autres prétendants n'ont en fait servi que de caution au pseudo caractère démocratique des élections et seront tenus en réserve de la république. Marine Le Pen a servi comme d'habitude de repoussoir « fasciste ». Mélenchon a pour tâche de reconstituer un pôle réformiste afin de maintenir l'illusion chez les travailleurs qu'il serait possible par les élections de répondre à leurs aspirations et de « réformer le capitalisme ».

Certains s'imaginent que si « les insoumis », le PCF et le parti socialiste (maintenu) obtenaient un nombre important de députés à l'assemblée nationale, cela créerait des difficultés à Macron pour imposer sa politique anti-ouvrière et antisociale. Ces ouvriers ou ces militants politisés sont influencés par ces partis qui font miroiter le rêve qu'une majorité « de gauche » anti-Macron est possible et que si cela se produisait, Macron ne pourrait pas appliquer son programme réactionnaire. Cette illusion a déjà été expérimentée lors des précédents gouvernements. Qu'ont fait les députés de gauche pour s'opposer aux mesures réactionnaires de la bourgeoisie ? Les milieux politiques qui diffusent de telles

illusions dévoient les travailleurs de leurs véritables moyens de lutte qui se trouvent sur le terrain extraparlémentaire, dans la lutte de classe pour les revendications immédiates, dans la perspective d'un véritable changement de société, et dans la lutte pour la prise du pouvoir politique hors du cadre électoral contrôlé par la bourgeoisie.

Les élections législatives qui suivent l'élection présidentielle vont consolider la « légitimité électorale » de ce nouveau pouvoir. Les travailleurs devront se soumettre au verdict des urnes jusqu'aux prochaines élections présidentielles.

Fort de cette analyse, aux législatives comme aux présidentielles, le ROCML n'appellera à voter pour aucun candidat et combattra les illusions électorales en argumentant ses positions auprès des camarades ouvriers qui ne les ont pas encore rejetées.

Aujourd'hui, l'illusion que l'on peut améliorer le capitalisme est encore forte chez les travailleurs les plus combattifs et les plus politisés, même si la lutte contre la loi travail a permis chez les syndicalistes de la CGT de faire bouger les lignes et entamé la domination de l'idéologie et de la politique bourgeoise dans les syndicats.

Mais le mode de production capitaliste impérialiste est miné par des contradictions qui l'amènent sûrement et inévitablement vers des crises politiques et économiques de plus en plus graves.

Elles obligeront le prolétariat à lutter et à prendre conscience de sa mission historique en tant que classe : renverser le capitalisme et construire une société nouvelle, le socialisme libéré de l'exploitation capitaliste et de toutes ses conséquences qui mettent en péril l'existence de la société humaine et de son environnement.

Les marxistes léninistes partout où ils sont, participeront à l'organisation des luttes, à promouvoir leur convergence au niveau national contre la politique de la bourgeoisie, à l'organisation syndicale des travailleurs pour l'affrontement quotidien capital-travail. Ils aideront les éléments les plus conscients de la classe à édifier leur parti politique indépendant de la bourgeoisie défendant leurs intérêts de classe sans lequel ils ne pourront, le moment venu, s'emparer du pouvoir. Ils défendront la nécessité du soutien actif des travailleurs de France aux travailleurs et des peuples du monde dans leur lutte pour leur émancipation sociale et nationale contre l'impérialisme.

**ROCML
04 Juin 2017**

1 Voir F. Engels – préface au « 18 brumaire de Louis Bonaparte

2 La reproduction élargie du capital avec profit se heurte aux limites que cette reproduction génère inévitablement (crise de surproduction, concurrence exacerbée, exploitation accrue des travailleurs...)

3 Voir à ce sujet ci-dessous l'article qui décortique cette opération.

LES ELECTIONS DANS LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE BOURGEOISE

**Une mise en scène organisée et dirigée de bout en bout pour faire gagner le meilleur candidat du capital !
Illustration par les présidentielles et les législatives 2017**

Quand ils glissent leur bulletin dans l'urne, les électeurs s'imaginent qu'ils font un libre choix et que ce libre choix entre des candidats, des partis et des programmes est une chance que leur donne la démocratie. Ils acceptent en échange la règle républicaine qui oblige « les minoritaires » à s'incliner devant le « verdict des urnes » et à accepter d'être dirigés par la « majorité » jusqu'aux élections suivantes.

Certes, le suffrage universel est un droit démocratique fondamental, une conquête historique du peuple face

à la monarchie, à l'autocratie et aux diverses formes de dictatures terroristes de la bourgeoisie comme le fascisme.

L'expérience de l'exercice de ce droit nous conduit cependant à poser des questions : le choix de l'électeur est-il vraiment libre ? Dans la république démocratique bourgeoise, cette liberté n'est-elle pas qu'apparente ? Le choix n'est-il pas influencé (pour ne pas dire dicté) pour faire élire des représentants de la bourgeoisie ? Par quel mystère la classe ouvrière et les

larges couches du peuple, pourtant majoritaires, n'ont-elles jamais porté au pouvoir leurs représentants ? Pourquoi la politique capitaliste se répète-t-elle d'élections en élections ? Pourquoi le libéral Macron, ex conseiller et ministre de l'économie de François Hollande succède-t-il « démocratiquement » au libéral ex président de la République François Hollande ? Comment cela est-il possible ? Voilà des questions que tout ouvrier conscient doit se poser et auxquelles les communistes marxistes-léninistes doivent répondre.

Ces questions ne sont pas nouvelles. Les dirigeants et penseurs révolutionnaire y ont été confrontés. Dans son œuvre L'ETAT ET LA REVOLUTION, Lénine expose la théorie issue de leur expérience. Voici quelques passages :

La toute puissance de la « richesse » est plus sûre en république bourgeoise, parce qu'elle ne dépend pas des défauts de l'enveloppe politique du capitalisme. La république démocratique est la meilleure forme politique possible du capitalisme. Aussi bien le capital, après s'en être emparé (...) asseoit son pouvoir si solidement, si sûrement, que celui-ci ne peut être ébranlé par aucun changement de personnes, d'institutions ou de partis dans la république démocratique bourgeoise.

Cette simple citation contient le noyau de la critique du marxisme-léninisme sur les élections dans la république démocratique bourgeoise. En direction des opportunistes qui attribuent au parlementarisme bourgeois des vertus qu'il n'a pas, Lénine poursuit :

Il faut noter qu'Engels est tout à fait catégorique lorsqu'il qualifie le suffrage universel comme instrument de la bourgeoisie. Le suffrage universel, dit-il, tenant manifestement compte de la longue expérience de la social-démocratie allemande, est... L'indice qui permet de mesurer la maturité de la classe ouvrière. Il ne peut être rien de plus, il ne sera jamais rien de plus. »

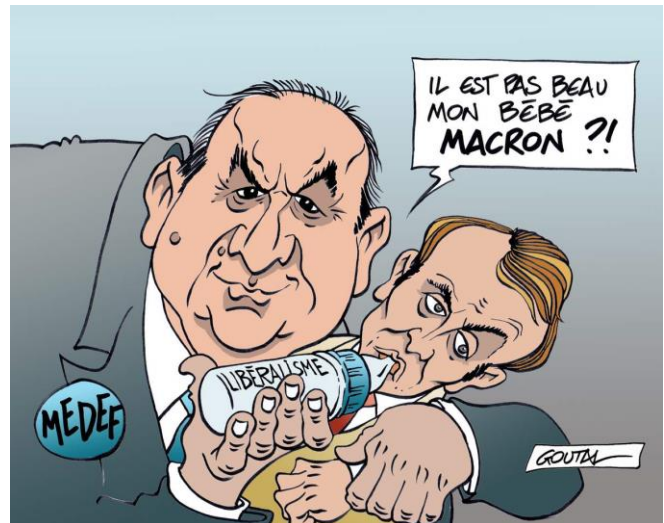
A l'adresse de ceux qui attribuent d'autres vertus à la république démocratique bourgeoise, Lénine poursuit :

Les démocrates petits-bourgeois tels que nos socialistes révolutionnaires et nos menchéviks, de même que leurs frères jumeaux, tous les social-chauvins et opportunistes d'Europe occidentale, attendent précisément quelque chose « de plus » du suffrage universel. Ils partagent eux-mêmes et inculquent au peuple cette idée fausse que le suffrage universel, « dans l'Etat actuel », est capable de traduire réellement la volonté de la majorité des travailleurs et d'en assurer l'accomplissement.

Voilà pour la théorie. Certains opportunistes rétorqueront que la référence à la théorie, c'est du dogmatisme, qu'il faut partir de la réalité, du niveau de conscience politique actuel des masses, qu'il ne faut pas heurter des éléments « avancés » du mouvement revendicatif qui croient pouvoir utiliser leur bulletin de vote pour résister à l'offensive anti-ouvrière de la bourgeoisie, ou faire barrage au fascisme...

Les marxistes-léninistes, en aucun cas ne se contentent de réciter la théorie et partent toujours de la situation concrète dans leur analyse de la situation politique. Ils articulent les deux. Ils affirment que l'analyse concrète de la situation concrète doit être éclairée par la théorie, sous peine de sombrer dans l'observation externe des phénomènes et dans leur critique empirique. C'est dans cette logique matérialiste dialectique qu'ils analysent le processus politique actuel, afin d'en tirer la ligne à suivre pour instruire le prolétariat.

Ce qui suit vise à expliquer, aux ouvriers combattifs dans les luttes de classe mais non encore parvenus à une conscience claire de la nécessité de la révolution et du parti du prolétariat, comment il faut comprendre la dernière période électorale, de la démission de Macron du gouvernement Valls Hollande jusqu'à son élection comme président de la république, et son achèvement par l'élection législative de Juin. Il vise à convaincre que tout ce processus a été pensé, planifié et réalisé par les centres dirigeants de la bourgeoisie et que les électeurs ont été manipulés de A à Z pour arriver au résultat final.



Le point de départ de l'opération Macron a été le constat, par les milieux politiques dirigeants que le gouvernement Hollande était cuit et que la traditionnelle alternance droite gauche organisée autour de l'alternance PS-UMP (rebaptisée au passage LR) était discréditée, impossible d'être proposée encore une fois aux électeurs. Il fallait lui trouver un substitut en apparence encore inédit, mais garantissant la continuité de la politique libérale bourgeoise pratiquée par le gouvernement Valls Hollande. Il fallait trouver quelque chose de « nouveau » à la place, sous peine de donner lieu à un scénario difficile à gérer par les monopoles capitalistes (Mélenchon ou Marine Le Pen) . Ce « nouveau », ce fut Macron et le mouvement « en marche ».

On aurait tort de croire que Macron a démissionné du gouvernement Valls et s'est lancé seul, pour l'amour de la France, dans l'aventure des élections présidentielles. Au départ seul, en apparence, et ne s'appuyant sur aucun parti, il n'avait en théorie aucune chance. MAIS...

Nous en venons au centre de nos questions : Comment, dans la république démocratique bourgeoise, en cachette de l'opinion publique, se fabrique, se

lance et se vend avec succès un « nouveau produit » politique, dans une situation « nouvelle » (le rejet des deux principaux partis de « l'alternance républicaine » capable d'assurer la continuité de la politique des monopoles capitalistes ?

La vérité cachée, c'est que les représentants du patronat et du CAC 40, les dirigeants des banques et des monopoles industriels et commerciaux, les médias, des délégués des partis « de gouvernements » sont organisés dans des « think tank » (boîte à idées) et que c'est dans ces organismes que se définissent les politiques économiques et sociales intérieures et extérieures à mener, pour faire prospérer les « intérêts de la France », c'est-à-dire les intérêts des groupes monopolistes français en France et dans le monde.

Ainsi, c'est l'Institut Montaigne qui a tracé la feuille de route du processus politique qui a lancé, en accord avec François Hollande, la fondation du mouvement En Marche le 6 avril 2016, la démission de Macron en août 2016, l'éclatement du PS et de LR par la tragi-comédie des primaires de la droite et du PS. Sponsorisé financièrement par tous les milieux de la bourgeoisie libérale relayés par une campagne médiatique sans précédent, Macron ne pouvait pas perdre. Il devait être élu président de la république. Il l'a été.

Des preuves de ce scénario planifié ? C'est Médiapart qui les a éventées. L'express du 7 avril publie :

En Marche n'est peut-être ni de droite ni de gauche, mais il est très proche de l'idéologie libérale de l'Institut Montaigne, lui-même parfaitement compatible avec les idées du MEDEF. Découvert par Médiapart, le lien était à chercher dans les mentions légales du titre du mouvement. Elles ont été modifiées depuis la publication de l'article, mais Médiapart en a conservé une capture d'écran. Celles-ci faisaient apparaître le nom du directeur de publication du site, Véronique Bolhuis, et son éditeur, En Marche, association loi 1901 domiciliée 33 rue Danton 94270 Kremlin Bicêtre. Véronique Bolhuis est la compagne de Laurent Bigorgne, le directeur de l'Institut Montaigne. Et l'adresse de l'association est le domicile privé du couple... Laurent Bigorgne faisait partie en 2015 de la dizaine de Français invités à participer au très restreint groupe de Bilderberg, qui passe pour être une version top de Davos. De son côté, le président du MEDEF, Pierre Gattaz, a déclaré sur France Inter « bien aimer l'initiative de Macron qu'il juge « rafraîchissante ».

L'Institut Montaigne n'est pas le seul forum existant. Citons encore l'Institut ASPEN, l'IFRI, la Fondation pour l'innovation politique (FONDAPOL)¹, En Temps Réel, la République des idées. On y retrouve les grands chefs d'entreprise, des économistes, des dirigeants de médias, des dirigeants politiques. C'est dans ces cercles que sont élaborés les lignes et les programmes économiques, politiques et sociaux que les gouvernements auront pour mission d'appliquer.¹

Non, Macron n'est pas l'ange descendu du ciel qu'on présente au bon peuple. C'est tout simplement l'agent du capital créé de toutes pièces pour remplacer le PS et LR devenus inutilisables. Cela, dans le secret des cercles politiques restreints.

Elu président comme prévu, Macron doit maintenant gouverner dans le cadre des institutions de la Vème République.

Après son élection, il a constitué un conseil des ministres au-dessus des structures des anciens partis de gouvernement. A côté d'adhérents d'En Marche, on y retrouve pourtant des socialistes, des LR, des centristes, des Verts, et des « novices » de la société civile (pour le décor novateur). Bref, une nébuleuse dont le point commun est la mise en œuvre accélérée des mesures libérales anti-ouvrières et antipopulaires.

Mais pour clore le processus électoral, il doit encore franchir l'étape des élections législatives. Les candidats d'En Marche auront-ils la majorité des députés à l'Assemblée Nationale ? Rien n'est moins sûr. Contredit sur sa gauche par Les Insoumis, quelques PCF et quelques socialistes « canal historique », sur sa droite par le Front National et une partie des Républicains, il semble cependant assuré, en plus des élus En Marche, d'un large soutien de la gauche libérale, du centre et de la droite modérée. Il fera passer au coup par coup sa politique de cadeaux financiers au capital et de régression sociale aux forces du travail, soit par une majorité au parlement, soit par ordonnances. Voilà le scénario écrit dans les règles de la République démocratique bourgeoise pour les cinq ans à venir. Et ainsi de suite... Sauf si...

Les seules forces capables de perturber les mécanismes du système électoral bourgeois, ce sont les luttes de classe extra-parlementaires, à condition qu'elles ne soient pas dévoyées de leurs buts dans l'ornière réformiste ou dans l'anarcho-syndicalisme. Le Parti « communiste » (PCF) porte une grande responsabilité dans l'illusion que le prolétariat pourrait réaliser ses objectifs par la voie pacifique électorale. Ce parti a abandonné sa mission historique. C'est pourquoi la classe ouvrière (et le prolétariat en général) doit reconstruire son indépendance politique au travers d'un parti révolutionnaire dans le but de renverser le système capitaliste, en commençant par la prise du pouvoir politique par la révolution.

L'accentuation des attaques contre les classes travailleuses exploitées et en premier lieu de la classe ouvrière va conduire à des manifestations de plus en plus dures de la lutte des classes. Dans cette perspective, les communistes seront dans et à la tête des luttes ouvrières au travers de leur syndicat. Mais ils diffuseront en même temps, ouvertement la perspective politique révolutionnaire du renversement du système capitaliste, sans concession à l'égard des illusions encore présentes dans la tête des travailleurs : **Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Karl Marx, LE MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE.**

1 Les lecteurs qui veulent en savoir plus sur les « Think tank » et leur pouvoir occulte peuvent rechercher sur internet « Le rôle des think tank en France. »

COMBATTONS LES ORDONNANCES DE MACRON

Annoncées durant sa campagne, le président des monopoles capitalistes Macron mettra en œuvre une réforme du code du travail, en utilisant les ordonnances durant l'été. Il a d'ores et déjà reçu le soutien du MEDEF afin de mener ses contre-réformes : « *C'est maintenant qu'il faut engager les réformes qui permettront de relancer la dynamique de création d'emplois. N'ayons pas peur d'agir vite et fort pour montrer aux Français, aux forces vives et à nos partenaires du monde entier qu'une nouvelle page s'ouvre pour la France* »¹.

UNE OFFENSIVE GENERALE CONTRE LES TRAVAILLEURS !

A peine élu, Macron veut attaquer les travailleurs. Bien entendu, il mène son attaque par le louvoiement en faisant croire qu'il consulte les syndicats. Il cherche surtout par les rencontres qu'il mène à semer le trouble chez les travailleurs, à faire croire qu'il prend l'avis des syndicats, que ceux-ci pourraient « négocier » avec lui. C'est à cela que servent les « rencontres avec les partenaires sociaux », à masquer la nature réelle de son pouvoir, au service exclusif des grandes entreprises capitalistes.

Que prépare Macron ? Comme ses prédécesseurs du PS, Macron a dans ses tiroirs des mesures de cadeaux fiscaux pour le patronat. En effet, il prévoit des baisses d'impôts et de cotisations sociales d'entreprises. Ces nouveaux cadeaux arrivent alors que les travailleurs subissent les effets de la loi travail de l'ANI. Prétendant rétablir l'emploi, ces cadeaux servent surtout à rétablir la compétitivité et le profit du capital. Le chômage lui augmente toujours ainsi que la misère sociale !

Dans ces ordonnances, Macron prévoit de mettre en place la primauté des accords d'entreprises dans tous les domaines. En gros il s'agit d'étendre la loi El Khomri aux salaires, aux conditions de travail. C'est à coup sûr un renforcement de l'exploitation capitaliste et une pression supplémentaire des patrons et des cadres sur les travailleurs et les syndicats de lutte. Il a aussi pour objectif de plafonner les indemnités prudhommales sur les licenciements sans cause réelle. Le MEDEF se réjouit d'avance de cette mesure qui permettrait de jeter à la rue n'importe quel travailleur sans avoir à rendre de compte, même devant la justice bourgeoise. Il souhaite aussi poursuivre les attaques antisyndicales qu'avait apportées la loi Rebsamen en fusionnant les représentations du personnel en une instance unique. Ainsi, moins de représentants du personnel, c'est moins de moyens pour défendre les salariés, et surtout c'est plus de moyens pour que le capital mène ces attaques.

A l'avenir, Macron prévoit aussi de réformer les retraites en tirant toujours plus vers le bas les pensions de retraites, en faisant travailler toujours plus les

salariés. La sécurité sociale est aussi visée par Macron. Ainsi, c'est tous les acquis issus des luttes depuis 1936-1945 qui sont dans le collimateur du tout nouveau président. Macron, tout comme l'ex président Hollande va appliquer la politique du capital qui consiste comme le disait un représentant du MEDEF à « *de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !* ».

PREPARER LA MOBILISATION LA RIPOSTE DE CLASSE

Le capital veut faire supporter les conséquences de sa crise aux travailleurs, Les politiques mises en place depuis la crise de surproduction de 2008 n'ont pas d'autre but. C'est lui qui est responsable des milliers de licenciements, de la baisse des salaires... Le personnel politique bourgeois actuel comme par le passé est au service du capital. Il n'y a donc rien à attendre de ce gouvernement !

Mais il est des semeurs d'illusions du PCF ou de la France Insoumise qui font croire qu'il est possible de « *construire une majorité de gauche de transformation* » ou qu'« *avec une majorité de transformation sociale, l'espoir renaitra* » (L'Humanité, 24/05/17). Seule l'organisation de luttes extra-parlementaires pourra stopper le rouleau compresseur capitaliste. L'expérience gouvernementale et majoritaire de Syriza en Grèce le montre bien. Une majorité sociale-démocrate se pliera aux exigences du capital.

Seul le développement des luttes contre les projets anti ouvriers et antipopulaires peut parvenir à faire céder Macron. On l'a bien vu, même si la lutte du printemps n'a pas atteint son but, elle a précipité la faillite du Parti socialiste et obligé le capital à se recomposer autour de Macron. Dès maintenant préparons la riposte, organisons les solidarités autour des luttes qui existent, dans toutes les entreprises pour nous donner au combat contre les ordonnances Macron toutes les chances d'être victorieux. C'est seulement avec cet esprit combattif, en tirant le bilan des luttes nationales précédentes que le mouvement ouvrier sera capable d'imposer ses vues et ses revendications.

A BAS LE GOUVERNEMENT AU SERVICE DES MONOPOLES CAPITALISTES !

COMBATTONS LES ORDONNANCES MACRON !

RETRAIT DES LOIS ANTI-OUVRIERES : ANI, LOI MACRON- RABSAMEN, LOI TRAVAIL !

Les GM&S déterminés à lutter posent un ultimatum

Il est une lutte qui a débuté en Mai et qui aurait été totalement ignorée des médias qui : « se régalaient des tambouilles politiciennes autour des investitures d'En Marche pour les prochaines législatives, » si les ouvriers de GM&S de La Souterraine (département de la Creuse), menacés de liquidation judiciaire, ne s'étaient pas livrés à la destruction d'une partie des machines et menacé de faire sauter l'usine (qu'ils avaient piégé avec des bonbonnes de gaz) si les négociations n'aboutissaient pas. ¹



Il s'agit d'une entreprise de 279 salariés, sous-traitant dans l'industrie automobile, et dont les deux principaux constructeurs français (Renault et PSA) constituent les principaux clients (64% du chiffre d'affaire). C'est justement le désengagement de ces deux puissants groupes, qui préfèrent commander leurs pièces ailleurs pour augmenter leurs profits, qui a provoqué cette situation qui risque de laisser sur le carreau des centaines de familles, sans possibilité de retrouver un emploi dans un territoire à majorité rural et déjà fortement touché par les fermetures d'usines.

Cette situation est d'autant plus révoltante pour les ouvriers que ces groupes sont riches à millions, qu'ils ne se sont jamais si bien portés depuis plusieurs années, et qu'ils font même tout pour saborder les projets de reprise du site. Encore une fois la classe ouvrière est sacrifiée sur l'autel du profit !

Animés par le désespoir et la colère, après avoir essayé toutes les autres formes de manifestations et moyens d'expression sans succès, ces ouvriers se sont attaqués au sacro-saint droit de propriété par la destruction des machines. Ils veulent interpeller le nouveau « président-banquier » Macron. Mais on voit mal ce qu'il pourrait leur apporter, étant donné sa volonté de détruire le droit du travail par ordonnances ! Comme lors de la campagne présidentielle avec les salariés de WHIRLPOOL, il leur expliquera que les capitalistes sont dans leur bon droit pour les licencier ! Tant que le capitalisme continuera à faire sa loi, d'autres affaires de ce genre se produiront car tel est

le capitalisme, un système inhumain uniquement préoccupé par la quête du profit. Seule l'organisation et la convergence des luttes locales en un front commun contre l'offensive du capital pourra mettre fin à cette hémorragie. Seul l'avènement du socialisme pourra émanciper les travailleurs. » ¹

Prise de conscience des travailleurs

A l'heure où nous écrivons cet article, ils ont arrêté leur action dans l'attente d'une proposition de reprise de l'usine sans aucun licenciement.

Mais ils ne se font pas d'illusion. Ils ont compris que l'état en la personne de son ministre de l'économie, Bruno Le Maire est un « un coup de com' pour temporiser, « on sait très bien que les législatives Macron va avoir du mal à les gagner, et que le coup de com' de Bruno Le Maire c'était simplement pour aider Macron [...] cela fait six mois qu'on bataille, on avait obtenu peu de choses, et Bruno Le Maire est à peine nommé depuis trois jours, il claque les doigts et dit "j'ai sauvé la Souterraine" ? On n'y croit pas : les mecs qu'a le ministre en face de lui ce sont des tueurs de boîtes ! » Explique Yan Augras délégué CGT et de poursuivre :

« Ce ne sont pas les élections qui feront les choses : cela fait 25 ans qu'on est dans la merde, depuis le temps qu'on essaye de voter pour des politiques qui sont toutes les mêmes, on va être dégoutés de tous les bords. La réelle bataille elle va se mener dans la rue. Une fois que tu as bloqué l'économie de grandes villes comme Paris, Marseille ou Lyon. Là, le patronat se met autour de la table. Mais il faudra accepter de se mettre en grève, de perdre un peu d'argent pour de gros acquis [...] ce n'est jamais qu'une poignée de gens qui dirigent le pays ; une poignée de donneurs d'ordre. Nous on est des millions et si on veut on peut faire changer les choses. Regardez 1936 ; regardez 1968 : c'est comme ça qu'on gagnera ».

Organisons le soutien national à cette lutte qui participe à la prise de conscience de la classe ouvrière que son combat est un combat classe contre la bourgeoisie et son Etat.

Solidarité avec les ouvriers de La Souterraine et avec tous ceux qui luttent actuellement ! C'est aux travailleurs de diriger la société !

COMBATTRE L'OTAN ET LA GUERRE IMPERIALISTE

Le comité antiguerre de Pau, constitué en janvier 2017, a organisé un rassemblement contre l'OTAN mercredi 24 mai.

L'objectif de ce rassemblement était de dénoncer la politique d'agression et impérialiste de l'OTAN, et le rôle particulier de la France dans les guerres et la militarisation de la société.

Au total, une quarantaine de personnes se sont réunies à l'initiative du collectif. Décliner localement, et pas seulement à Bruxelles les rassemblements antiguerres, c'est aussi un moyen de toucher plus largement les masses et de donner des perspectives à tous ceux qui veulent s'investir contre la guerre. Voici quelques extraits de l'intervention du comité :

« Pourquoi nous combattons l'OTAN ?

L'OTAN est l'organisation d'avant-garde des grandes puissances occidentales. C'est elle qui participe à fomenter des guerres aux quatre coins du monde. Elle alimente la haine et la guerre entre les peuples et ne règle aucun problème.

L'OTAN a été de toutes les guerres depuis les années 90 : en ex-Yougoslavie, au KO-SOVO...

Rappelez-vous, l'OTAN a participé à intervenir en 2003 en Irak pour soi-disant combattre le terrorisme. *Pour quels résultats ?*

Plus de 500 000 morts. Un pays déstabilisé, ruiné, un peuple qui manque des besoins humains vitaux. Voilà le résultat de 13 années de guerre en IRAK dominé par l'OTAN.

D'après un article du Point, le risque de mort est trois fois plus élevé aujourd'hui qu'avant 2003. 40 % des morts d'Irak l'ont été à cause des conséquences sanitaires et du manque de nourriture.

Un chercheur du CNRS, monsieur Luizard estime que « l'administration s'est effondrée à la suite de l'intervention américaine, l'économie est en proie à la corruption et au népotisme ».

Rappelez-vous, l'OTAN et l'intervention US en Irak devait amener la paix, la prospérité et la démocratie. Les faits sont là. L'OTAN a semé la mort, amené des champs de ruine et créé un terreau qui alimente le fascisme islamiste de DAESH et des autres groupes en Irak et en Syrie.

On pourrait croire que l'intervention en IRAK est une exception. Eh bien non ! En

2011, sous la direction de SARKOZY et de la France, l'OTAN est intervenue en Libye pour déloger Kadhafi. Rappelez-vous, il y avait soi-disant une révolution là-bas. Bilan de l'intervention : 12 à 15 000 morts. Et qu'est-ce que cela a apporté mis à part une guerre civile et le chaos depuis 6 années. Le rapport d'une mission d'information à l'Assemblée Nationale estimait qu'en 2015, « la transition politique est en train de dégénérer en conflit civil », là aussi le mouvement islamiste fasciste commençait à s'implanter.

L'OTAN depuis 2011 jusqu'à aujourd'hui pousse aussi à intervenir en Syrie pour déloger Bachar El Assad. *Ce sont les puissances membres de l'OTAN qui ont transformé le conflit national syrien en un conflit régional. Ce sont ces mêmes puissances qui ont armé les forces les plus obscurantistes et réactionnaires, les forces islamistes comme Al Nosra, proche d'Al Qaïda. Cette semaine, Trump a accusé l'IRAN de développer les guerres au Moyen Orient, « L'Iran ne doit jamais posséder une arme nucléaire - jamais - et il doit cesser le financement, l'entraînement et l'équipement meurtriers de terroristes et de milices ».*

Monsieur Trump a dit cela depuis Israël, un pays qui dispose de l'arme nucléaire et qui dispose d'un équipement meurtrier qu'il teste depuis plus de 50 ans sur le peuple palestinien.

Monsieur Trump dit cela alors qu'il vient de signer de juteux contrats d'armement avec l'Arabie Saoudite qui elle soutient depuis des décennies des groupes islamistes comme Al Qaïda, Daesh ou encore Al Nosra. La France

a d'ailleurs fait de même. Elle dit combattre le terrorisme mais en même temps vend ses armes au Qatar et à l'Arabie Saoudite.

Que ce soit en Irak, en Syrie ou en Libye, l'OTAN n'a pas combattu le fascisme islamiste ni amené la paix et la démocratie aux peuples. Au contraire l'OTAN a amené la guerre civile, le chaos et créé le terreau à la prospérité de ces groupes fascistes islamistes.

Mais quels sont les véritables buts de l'OTAN ?

Comme l'a révélé une note d'un conseiller d'Hilary Clinton, l'OTAN est intervenue en Libye parce que « le locataire de l'Élysée, [le président Sarkozy] voulait déloger Mouammar Kadhafi pour gagner des parts de marché pétrolier, accroître son influence régionale, renforcer l'armée française, faire barrage aux ambitions libyennes et, las but not least, renforcer son prestige politique à un an de l'élection présidentielle ».

Conquérir les sources de matières premières, dominer des territoires stratégiques pour les grands groupes multinationaux, voilà les buts réels des guerres fomentées par l'OTAN. On comprend maintenant pourquoi la paix et la démocratie ne se sont jamais installées dans les pays où l'OTAN intervient. La défense de la démocratie et des droits de l'Homme cher au porte-parole médiatique de l'OTAN, BHL sont un enrobage idéologique pour justifier les interventions. Cependant les vraies raisons sont à chercher ailleurs !

L'OTAN a donc pour but de dominer la zone d'influence de ses pays membres. C'est pour cela que depuis quelques temps, elle tente d'effrayer ses concurrents russes et chinois.

En 2016, le sommet de l'OTAN s'était tenu en Pologne et des manœuvres militaires hors normes avaient lieu là-bas et dans les pays baltes. Cela ne fait aucun doute que c'est la Russie qui était visée par de tels exercices militaires. En déployant des troupes et des armements aux frontières russes et en installant un système de défense anti-missile, l'OTAN aggrave les tensions avec la Russie et

empêche la construction de relations pacifiques.

De sommet en sommet, l'OTAN participe à militariser la planète. Les 28 Etats membres de l'OTAN sont appelés à augmenter leur budget militaire jusqu'à 2% de leur PIB mais également utiliser 20% de leur budget de défense à des équipements militaires (navires de guerre, avions de combat, drones, bombes, technologie). Le tout-puissant lobby de l'armement se frotte les mains d'avance. Le nouveau président Macron défend cette militarisation du monde entier.

Le sommet de l'OTAN, qui se tient en ce moment dans les nouveaux bâtiments du siège de l'Alliance atlantique à Bruxelles doit être le moment d'une prise de conscience de la population sur les dangers réels d'une nouvelle guerre !

Les peuples aspirent à vivre en paix, à travailler non pour faire la guerre, mais pour répondre à leurs besoins vitaux, matériels, culturels, et intellectuels. L'OTAN va dans le sens contraire de ces besoins. Alors que les budgets de la santé, de l'éducation, de la culture subissent l'austérité, le budget de la défense va augmenter afin d'alimenter des guerres sans fin sur tous les continents de ce monde.

Nous ne voulons pas de la militarisation de l'UE ni d'une superpuissance européenne ! L'OTAN est la machine de guerre la plus agressive du monde et nous avons besoin, de toute urgence, de paix et de développement durable.

C'est à nous, travailleurs, citoyens, peuples du monde entier de nous mobiliser pour la paix et contre la guerre. Lorsque les peuples se lèvent pour la paix, les fauteurs de guerre perdent toujours, l'exemple de l'Algérie, du Viet Nam l'a montré.

Faisons pression sur nos gouvernements pour investir dans le bien-être social, pas dans la guerre !

Nous demandons clairement à nos gouvernements : nous devons quitter l'OTAN et elle doit être dissoute ! »

CONTACT : rocml@laposte.net

jcml.nationale@yahoo.fr

SITE : rocml.org

<https://www.facebook.com/roc.ml1/>